

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT - Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Sud-Ouest, par délégation de
Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier
2023

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative au recensement, diagnostic et requalification du
réseau d'assainissement de l'A64 Muret – Martres-Tolosane

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **21 juillet 2025 à 12h00**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Variantes imposées.....	5
2-5. Durée du marché et délais d'exécution.....	5
2-6. Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs.....	5
2-7. Délai de validité des offres.....	5
2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	6
2-9. Clauses sociales et environnementales.....	6
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	6
3-1. Documents fournis aux candidats.....	6
3-2. Variantes.....	9
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	9
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	9
4-1. Jugement et classement des offres.....	9
4-2. Sélection des candidatures.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	11
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	12
5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique.....	12
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Une consultation de maîtrise d'œuvre est organisée en vue : de réaliser une mission de recensement et de diagnostic de l'ensemble du réseau d'assainissement enterré et superficiel sur la section non concédée de l'autoroute A64 comprise entre Muret et Martres-Tolosane (40 km environ), gérée par la Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest (DIRSO). À ce recensement s'ajoute la définition des différents impluviums de la section et les points de rejets associés.

Après cette mission de diagnostic. Il est prévu de réaliser les phases d'études d'avant-projet, d'étude de projet jusqu'à la direction de l'exécution des travaux du projet de requalification de deux fossés enherbés situés sur la section dont le point de rejet est situé au PR 241+000. Cette mission sera accompagnée de la réalisation d'une mission complémentaire portant sur régularisation de l'A64 au titre de la Loi sur l'Eau sur le secteur des travaux à réaliser. Cette régularisation sera réalisée par rédaction d'un dossier de régularisation et d'une assistance au maître de l'ouvrage à son instruction auprès des services instructeurs.

Eléments de missions sur la section de l'A64 :

Mission de diagnostic et état des lieux du réseau d'assainissement de l'A64 avec identification des bassins versants. Cette mission se décompose en différentes missions décrites dans l'article II.1 du CCTP. **Le maître d'ouvrage attire l'attention de l'entrepreneur sur les missions des parties II.1.3 à II.1.6. (parties techniques 3 à 6). Pour chaque élément de mission, il est attendu un premier rendu présentant les éléments d'assainissement se situant dans le secteur du Cloutas. Pour rappel, ce projet travaux est présenté dans le document : « Projet de requalification des fossés du Cloutas », dans le bordereau 2 du présent marché. Cette section s'étend entre le PR 239+000 et le PR 241+150.**

Ces premiers rendus font l'objet d'une partie technique spécifique : partie technique n°2. Ils ont pour objectif de préparer la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre d'AVP à AOR et MC1 dans le secteur du Cloutas. La terminaison de la partie II.1.2 (partie technique n°2) lancera donc le début des études d'AVP à ACT ainsi que de la mission complémentaire MC1. Cela sera formalisé par l'affermissement de la tranche optionnelle n°1.

L'ensemble de la section A64 sera donc traitée en parallèle de l'avancement du projet de requalification environnementale du secteur du Cloutas.

Eléments de missions sur le projet de requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000 la section de l'A64 :

AVP : Les études d'avant projet de requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000

PRO : Les études de projet de requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000

ACT : La phase d'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux le projet de travaux de requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000

VISA : La phase VISA des documents d'exécution pour le projet de travaux de requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000

DET : La phase direction de l'exécution des contrats de travaux pour le projet de travaux de requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000

OPC : La phase Ordonnancement – Coordination – Pilotage du chantier de projet pour le projet de travaux de requalification

AOR : Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de parfait achèvement (AOR) pour le projet de travaux requalification environnementale des fossés dont le point de rejet est situé au PR 241+000

Missions complémentaires :

MC1 : Vérification de la conformité des ouvrages réalisés dans le secteur du Cloutas au titre du dossier Loi sur l'Eau de l'A64. Cette vérification préalable consiste à vérifier que cette section de l'A64 est bien conforme aux spécifications de l'arrêté Loi sur l'Eau sur le secteur du Cloutas et le cas échéant de réaliser un dossier de mise à jour auprès des services instructeurs.

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens du code de l'environnement.

Lieu(x) d'exécution des prestations : L'autoroute A64 non concédée comprise entre les communes de Muret et Martres-Tolosane (40 km environ).

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique (CCP).

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux sur la section définie de l'A64 (secteur du Cloutas) par le maître d'ouvrage est de **375 000 € valeur avril 2025**.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comportera une tranche ferme et 2 tranches optionnelles désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Mission de diagnostic et état des lieux du réseau d'assainissement de l'A64 avec identification des bassins versants, comprenant 6 parties techniques dont la partie technique n°2 spécifique à la section « le Cloutas ».
Tranche optionnelle 1	Missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification de l'assainissement dans le secteur du Cloutas : <ul style="list-style-type: none"> • Études d'avant-projet (AVP) • Études de projet (PRO) • Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Désignation des tranches	
	<ul style="list-style-type: none"> MC1 - Vérification de la conformité des ouvrages réalisés dans le secteur du Cloutas au titre du dossier Loi sur l'Eau de l'A64. Cette vérification préalable consiste à vérifier que cette section de l'A64 est bien conforme aux spécifications de l'arrêté Loi sur l'Eau sur le secteur du Cloutas et le cas échéant de réaliser un dossier de mise à jour auprès des services instructeurs.
Tranche optionnelle 2	Missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification de l'assainissement dans le secteur du Cloutas : <ul style="list-style-type: none"> L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) L'ordonnancement, la coordination, le pilotage du chantier (OPC) La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de parfait achèvement (AOR)

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Il n'est prévu ni indemnité de dédit ni rabais sur les tranches optionnelles.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

2-4. Variantes imposées

Sans objet.

2-5. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées à l'article 7 du CCAP.

2-6. Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

2-9. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Sans objet.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur (www.marches-publics.gouv.fr), sous la référence « 24-012-DIR ».

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Bordereau 0 : pièces relatives aux conditions d'appel à la concurrence
 - L'avis de marché envoyé à la publication ;
 - Le présent règlement de consultation;
- Bordereau 1 : pièces amenées à devenir contractuelles
 - L'acte d'engagement et ses annexes ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - Le Bordereau des Prix (BP)
 - La Sous-décomposition des Prix Forfaitaires (SDPF)
- Bordereau 2 : pièces non contractuelles destinées à faciliter l'intelligence du dossier
 - Déclarations de projets de travaux (DT) auprès des exploitants de réseaux ;
 - Synoptique de l'A64, INGEROP, 2024 ;

- Étude de requalification environnementale initiale (volet ressource en eau), ANTEA Group, (2013-2017) ;
- Étude État Initiale Eau, mise à 2 x 3 voies de l'A64 entre Muret et Martres-Tolosane, Société d'Ingénierie pour l'Eau et l'Environnement, 2006 ;
- Arrêté d'autorisation du 23/12/1996 au titre de la loi sur l'eau
- Dossier de demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau pour la mise en autoroute de la RN 117 – section Muret-Martres Tolosane, Sogelerg-Sogreah, 1995
- Projet de requalification des fossés du Cloutas ;
- Données Exploitant DIRSO (données bassins A64, cahier des prescriptions de l'exploitant) ;

4 dossiers de levés topographiques :

Intitulé dossier	Année	Description
levés-topo-3D_500	2005	Planches de levés topographiques 3D avec une échelle au 1/500e entre Martres-Tolosane et Muret
levés-topo-3D-2000	2005	Planches de levés topographiques 3D avec une échelle au 1/2000e entre Martres-Tolosane et Muret
Récolement_2D_Domanialité_Rés eau_Assainissement_Carbonne-Muret	1999	Planches de levés topographiques 2D avec une échelle au 1/1000e entre Carbonne et Muret
Récolement_2D_Domanialité_Rés eau_Assainissement_Martres-Tolosane-Carbonne	1999	Planches de levés topographiques 2D avec une échelle au 1/1000e entre Martres-Tolosane et Carbonne

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier «candidature»

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Habilitation à exercer l'activité professionnelle:

- Formulaire DC1 et DC2 ou le formulaire DUME.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>). Le formulaire DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

- Agrément « Dignes et barrages - études et diagnostics » ou « Dignes et barrages - études, diagnostics et suivi de travaux » valides selon l'arrêté du 29/03/2023 précisant les catégories et les critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ainsi que l'organisation administrative de leur délivrance.

Capacité économique et financière

- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

ans un autre sous dossier « offre »

- Un projet de marché comprenant :

- **l'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire dans le cas d'une entreprise unique ou des prestataires dans le cas d'un groupement** (fournir les pouvoirs si nécessaire) et (fournir également les habilitations du mandataire en cas de groupement) ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 8-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** présentant les temps passés, par élément de mission et par mission complémentaire, ainsi que des coûts horaires par catégories d'emplois: cadre ci-joint à compléter sans modification.

- Les documents explicatifs suivants :

- **Le Mémoire Technique** comportant :
 - une note de compréhension de l'opération et du contenu de la mission ;
 - la présentation des moyens matériels et logiciels affectés à l'exécution de la mission ;
 - la présentation de l'entreprise et un organigramme de l'équipe proposée pour l'exécution de la mission en justifiant l'expérience et les qualifications des membres de cette équipe (CV) ;
 - la présentation de la méthodologie envisagée pour l'exécution de la mission et détaillant le rôle et les responsabilités de chaque intervenant, la répartition des tâches et les modalités de coordination, y compris entre co-traitants et/ou sous-traitants ;
 - le planning prévisionnel de la mission à compter de sa notification prévisionnelle, intégrant les phases de contrôle, d'approbation et les points d'arrêt proposés ;
 - la justification du coût de la mission et des temps passés proposés au regard de la nature, de l'importance et de la complexité de l'opération.

● Le **Schéma Organisationnel du "Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ)** définissant les principales dispositions d'organisation que le candidat s'engage à mettre en place pour s'assurer l'obtention de la qualité requise. Il précisera, outre l'engagement du soumissionnaire sur la mise en œuvre des dispositions du SOPAQ et la désignation des parties concernées par l'opération :

- les principales dispositions en matière d'organisation générale du contrôle interne et externe ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise de la planification et de la qualité des études, y compris celles sous-traitées ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise de suivi des documents.

Après mise au point, le SOPAQ sera rendu contractuel à la signature du marché.

3-2. Variantes

Les variantes sont interdites.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail.
- le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) au format modifiable pour intégration des prix dans le logiciel comptable.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limite de remise des offres.

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres puis analysera la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu.

4-1. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	30 %
La valeur technique des prestations	70 %

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

Critère « prix » : note N1

Chaque offre se verra attribuer une note **N1** sur le critère prix sur 30 points qui sera calculée sur la base des montants mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire, selon la formule suivante :

$$N1 = (\text{Montant HT de l'offre la plus basse} / \text{Montant HT de l'offre examinée})^2 \times 30$$

Critère « valeur technique des prestations » : note N2

Chaque offre se verra attribuer une note **N2** sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre **0 et 70 points**, qui sera évaluée sur la base du mémoire technique et du SOPAQ fournis.

Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Note	Critère	Sous-critère	Note maximale (Nc)
N2	Valeur technique de l'offre	VT1 : Mémoire technique	50 points
		VT2 : SOPAQ	20 points

La note **N2** sera égale à **VT1+VT2**

L'affectation des points au sous-critère de la valeur technique des prestations s'effectue suivant le principe suivant :

100 % de la note : Offre très satisfaisante
 Offre répondant de manière très pertinente aux enjeux et apportant toutes les assurances de fiabilité et d'optimisation

75 % de la note : Offre satisfaisante Offre répondant très correctement aux enjeux avec toutefois quelques points de faiblesse ou de non-optimisation.
50 % de la note : Offre acceptable Offre répondant globalement aux enjeux mais présentant des insuffisances ou des incohérences mineures
25 % de la note : Offre insuffisante Offre ne répondant que très partiellement aux enjeux et présentant de nombreux manquements ou insuffisances.
0 % de la note : Offre ne répondant pas aux attentes exposées

Note finale N

La note finale N de chaque offre exprimée sur 100 sera obtenue par addition des notes des différents critères définis ci-avant : $N = N1 + N2$

La note finale obtenue est arrondie à 2 décimales, soit par excès lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, soit par défaut lorsque la 3ème décimale est inférieure à 5.

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui a obtenu la note globale la plus grande. Si plusieurs candidats obtiennent une note identique, le prix des prestations les départagera.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires

4-2. Sélection des candidatures

Le maître d'ouvrage régularisera le dossier de candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu s'il s'avère incomplet.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence 24-012-DIR.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg, dwg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans le délai imparti pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique (clé USB) doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest
SIMO / MP
155, avenue des arènes romaines
31300 TOULOUSE

Copie de sauvegarde pour : Consultation pour La mission de maîtrise
d'œuvre relative au recensement, diagnostic et requalification du réseau
d'assainissement de l'A64 Muret – Martres-Tolosane

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence **n°24-012-DIR**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.